



Luxembourg, le 11 février 2015

Circulaire n° 3237
Domaine : Référendum national

Circulaire

aux administrations communales

par l'intermédiaire de MM.les Commissaires de district
à Luxembourg, Diekirch et Grevenmacher

.....

Concerne : Informations pratiques relatives au référendum national du 7 juin 2015

Madame le Bourgmestre,
Monsieur le Bourgmestre,

La présente circulaire a pour objet de vous informer sur les modalités pratiques concernant le déroulement du référendum national du 7 juin 2015.

1. Le cadre légal du référendum national

Le référendum national du 7 juin 2015 intervient sur base de l'article 51 (7) de la Constitution qui prévoit que « Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi. »

Les questions soumises au référendum national seront déterminées par une loi spéciale. Je signale à ce sujet que la *proposition de loi n° 6738 portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution* sera prochainement soumise au vote à la Chambre des Députés.

Les modalités pratiques relatives à l'organisation d'un référendum national sont définies par la **loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national**. Cette loi prévoit que « pour le déroulement d'un référendum, le pays forme une circonscription électorale unique » (art. 23) et que « les collèges électoraux sont formés conformément à la loi électorale » (art. 25).

La clôture des listes électorales se fera donc conformément aux articles 12 à 20 de la loi électorale.

Les électeurs appelés à participer au référendum national sont les électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives.

J'attire encore votre attention sur les articles 32 à 37 de la loi précitée du 4 février 2005 qui règlent l'information et la convocation des électeurs.

Ainsi, l'article 33 de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national règle l'information et la publicité des questions soumises au référendum. Cet article prévoit que chaque commune doit, **quinze jours avant le jour du déroulement du référendum, soit le 23 mai 2015, informer les électeurs par toute voie appropriée, mais en tout cas par voie d'affichage**, qu'ils peuvent consulter le texte sur lequel porte le référendum dans les lieux et aux heures et jours d'ouverture indiqués dans la communication. Tant les lieux que les heures et les jours d'ouverture sont fixés librement par chaque commune de manière à permettre, dans la mesure du possible, à tous les électeurs intéressés de s'y présenter. Toutefois, **les heures d'ouverture sont à fixer au minimum à six heures par semaine et parmi les jours d'ouverture doit figurer le samedi. Cette communication est à faire dans les trois langues administratives.**

L'article 35 de la loi précitée prévoit que le collège des bourgmestre et échevins envoie au moins cinq jours à l'avance une lettre de convocation à caractère informatif à chaque électeur.

L'article 37 dispose que le vote est obligatoire.

Je rappelle, par ailleurs, que conformément à l'article 55, dernier alinéa, de la loi électorale, chaque commune doit **communiquer au commissaire de district** territorialement compétent **le nombre de ses bureaux de vote** au plus tard 80 jours avant le scrutin, **soit le 19 mars 2015 au plus tard.**

2. Clôture des listes électorales

L'**avis de dépôt des listes électorales** est à porter à la connaissance du public 86 jours avant le jour du scrutin, **soit le 13 mars 2015** (article 12 de la loi électorale). L'avis de dépôt est publié par voie d'affiches à apposer à la maison communale, ainsi qu'aux lieux usuels dans chaque localité de vote et par voie de la presse écrite.

L'information par voie de presse écrite sur le dépôt des listes électorales sera effectuée par le Gouvernement.

Concernant la procédure d'**arrêt des listes électorales** et des réclamations et recours contre les inscriptions sur les listes électorales, je vous prie de vous référer au tableau suivant :

Arrêt des listes et réclamations : (art. 12 à 20)

86 jours avant le jour du scrutin, soit le 13 mars 2015 :

- arrêt provisoire des listes
- publication d'un avis de dépôt des listes provisoires

86^e – 70^e jour avant le jour du scrutin, soit du 13 mars 2015 au 20 mars 2015 :

- inspection des listes par le public
- introduction de réclamations au collège des bourgmestre et échevins
- production de titres

73^e jour avant le jour du scrutin au plus tard, soit le 26 mars 2015 au plus tard :

affichage de la liste des réclamations introduites (chaque citoyen peut en prendre inspection et copie)

72^e jour avant le jour du scrutin au plus tard, soit le 27 mars 2015 au plus tard :

le collège des bourgmestre et échevins statue en séance publique sur toutes les réclamations ;

En cas de radiation d'un électeur, le collège des bourgmestre et échevins l'informe dans les 48 heures par écrit et à domicile des motifs de la radiation.

La radiation est notifiée par lettre et contre avis de réception des destinataires. Si l'intéressé a transféré sa résidence dans une autre commune, copie de la notification est notifiée au bourgmestre de cette commune.

72^e jour avant le jour du scrutin, soit le 27 mars 2015 au plus tard :

- listes définitivement clôturées
- publication d'un avis de dépôt de la liste supplémentaire des électeurs nouvellement inscrits

Dans la huitaine de la clôture des listes, l'administration communale envoie au commissaire de district territorialement compétent une copie des listes définitives et complémentaires. Le dernier jour du délai étant le samedi 4 avril 2015 et le lundi 6 avril 2015 étant un jour férié légal, il est prorogé jusqu'au mardi 7 avril 2015.

72^e – 53^e jour avant le jour du scrutin, soit du 27 mars au 10 avril 2015 : inspection des listes par le public

Recours devant le tribunal administratif¹ : (art. 21 à 30)

65^e jour avant le jour des élections au plus tard, soit le 3 avril 2015 au plus tard :

- dépôt de la requête introductive au greffe du tribunal
- signification de la requête à la partie défenderesse/tiers intéressés par exploit d'huissier

avant le 60^e jour avant le jour des élections, soit avant le 8 avril 2015 :

- défendeur / tiers intéressés peuvent se faire représenter par un avocat et alors la constitution d'avocat devra être effectuée avant le 60^e jour

- dès le dépôt au greffe de la constitution d'avocat, transmission d'un exemplaire des pièces déposées par le requérant

58^e jour avant le jour des élections au plus tard, soit le 10 avril 2015 au plus tard : toute intervention formée par des personnes tierces par une requête est signifiée aux parties

44^e jour avant le jour des élections au plus tard, soit le 24 avril 2015 au plus tard : jugement du tribunal administratif

Appel devant la Cour administrative : (art. 31 à 37)

37^e jour avant le jour des élections au plus tard, soit le 4^e mai 2015 au plus tard :

- dépôt de la requête au greffe de la Cour, obligation de se faire représenter par un avocat à la Cour
- signification de la requête à la partie défenderesse et aux tiers intéressés par exploit d'huissier

si l'intimé ne comparaît pas au plus tard le 30^e jour avant le jour des élections, soit le 8 mai 2015 au plus tard, la Cour statue néanmoins à son égard

jusqu'au 23^e jour avant le jour des élections, soit jusqu'au 15 mai 2015 : durée d'une éventuelle suspension

si la reprise d'instance ou la constitution d'avocat n'est pas intervenue au plus tard le 23^e jour avant le jour des élections, la Cour statue sur la base des mémoires et pièces qui lui ont été soumis avant la suspension

16^e jour avant le jour des élections au plus tard, soit le 22 mai 2015 au plus tard : décision de la Cour administrative

¹ Recours seulement recevable si le requérant a adressé un recours au CBE avant le 79^e jour avant le jour du scrutin, ou si le requérant, inscrit sur la liste provisoire, a été omis ou rayé à la suite de la révision, ou s'il n'est pas établi au plus tard le 72^e jour avant le jour du scrutin que le requérant a reçu de l'administration communale avis de son omission/de sa radiation des listes provisoires

² Etant donné que le délai expire le vendredi 1^{er} mai 2015, soit un jour férié légal, il est prorogé jusqu'au 4 mai 2015.

3. Vote par correspondance

Modalités pratiques

Conformément à l'article 46 de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum national, **les électeurs âgés de plus de 75 ans sont admis au vote par correspondance** lors du référendum.

En outre, les électeurs qui, pour des raisons professionnelles ou personnelles dûment justifiées, se trouvent dans l'impossibilité de se présenter en personne devant le bureau de vote auquel ils sont affectés, ainsi que les citoyens luxembourgeois domiciliés à l'étranger peuvent être admis au vote par correspondance.

L'article 48 de la loi précitée prévoit que les articles 169 à 174 et 176 à 181 de la loi électorale sont applicables au vote par correspondance, en remplaçant le cas échéant le terme « élection » par celui de « référendum ».

Art. 170 de la loi électorale : « La demande (d'admission au vote par correspondance) est faite sur papier libre ou sur un formulaire préimprimé à obtenir auprès de l'administration communale où l'électeur est appelé à voter lors du référendum. Elle doit indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile de l'électeur, ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la lettre de convocation.

Toute personne domiciliée à l'étranger doit produire une copie de son passeport en cours de validité. Le requérant doit, dans sa déclaration écrite et signée, déclarer sous la foi du serment qu'il n'est pas déchu du droit électoral ni en vertu de l'article 52 de la Constitution, ni en vertu de l'article 6 de la loi électorale. »

Les administrations peuvent utiliser le **formulaire figurant à l'annexe I** afin de faciliter aux citoyens concernés les demandes de vote par correspondance.

Conformément à l'article 171 de la loi électorale, **les demandes** des requérants souhaitant être admis au vote par correspondance **doivent parvenir au collège des bourgmestre et échevins au plus tôt le 30 mars 2015 et au plus tard le 8 mai 2015.**

Si le requérant remplit les conditions pour participer au vote par correspondance, le collège des bourgmestre et échevins lui envoie au plus tard vingt jours avant le scrutin, soit le **18 mai 2015 au plus tard**, sous pli recommandé avec accusé de réception, la lettre de convocation, une enveloppe électorale, un bulletin de vote et une enveloppe pour la transmission de l'enveloppe électorale (art. 172 de la loi électorale).

Si le requérant ne remplit pas les conditions du vote par correspondance, le collège des bourgmestre et échevins lui notifie son refus au plus tard vingt-cinq jours avant le scrutin, soit le **13 mai 2015 au plus tard.**

Affranchissement gratuit

D'autre part, je tiens à vous informer que l'Etat prendra en charge les **coûts relatifs aux envois postaux liés au vote par correspondance** comme lors des dernières élections européennes.

Les modalités pratiques décrites ci-dessous permettront le vote par correspondance sans avancement de frais par les administrations communales ou les citoyens concernés :

En effet, tant pour les électeurs admis au vote par correspondance qui déposent leur enveloppe de transmission avec leur bulletin de vote au Luxembourg que pour ceux qui déposent les enveloppes de transmission à l'étranger, les enveloppes de transmission seront de type « Réponse payée - Reply paid Luxembourg » valables dans le monde entier. Ceci permet aux électeurs de déposer leur pli sans frais personnels.

À ces fins, les enveloppes prévues pour la transmission des enveloppes électorales sont munies au coin supérieur droit du recto de la mention « Ne pas affranchir – No stamp required » (voir **annexe II**).

En vue de mettre le Ministère d'Etat en mesure de fournir dans les délais impartis le matériel nécessaire pour la réalisation du procédé décrit ci-avant, je vous prie de communiquer au Ministère d'Etat (carole.schmitz@me.etat.lu; manuel.dillmann@me.etat.lu) immédiatement après la clôture des demandes (8 mai 2015) et **au plus tard pour le 11 mai 2015** le nombre des électeurs admis au vote par correspondance.

Le Ministère d'Etat se chargera de fournir au Président du bureau principal de la circonscription unique le matériel de vote nécessité par les communes.

Le vote par correspondance n'étant plus centralisé dans un bureau par circonscription, les votes par correspondance seront envoyés au bureau principal de chaque commune.

Dans ce contexte, il est à relever que les enveloppes, envoyées aux électeurs admis au vote par correspondance, doivent être munies d'une étiquette mentionnant le numéro d'ordre, le nom, les prénoms et l'adresse de l'électeur (case prévue à l'angle gauche en haut de l'enveloppe) et du nom de la commune.

Le Président du bureau principal de chaque commune est tenu d'apposer son paraphe sur les enveloppes en question en dessous de l'étiquette susmentionnée.

Afin de garantir que les électeurs résidant outre-mer reçoivent les bulletins de vote en temps utile pour participer au référendum national du 7 juin 2015, vos services sont priés de leur envoyer les documents relatifs au vote par correspondance par la voie express.

Les administrations communales seront informées sur la procédure pour le règlement des dépenses relatives aux opérations électorales par circulaire séparée.

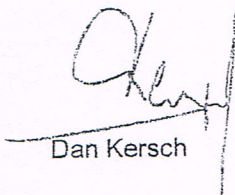
4. Bureau centralisateur gouvernemental

Le Gouvernement installera, comme pour les élections législatives, européennes et communales, un bureau centralisateur chargé de la détermination et de la diffusion du résultat officieux.

Les membres du bureau centralisateur seront autorisés à se faire remettre des copies des procès-verbaux des bureaux de vote.

En espérant que ces informations vous seront utiles, je vous prie d'agréer, Madame le Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Ministre de l'Intérieur



Dan Kersch